

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.


Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.
Lundi, le 29 avril 1946.
N° 22
Montag, den 29. April 1946.

Arrêté grand-ducal du 30 mars 1946 portant institution d'une décoration civique.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Voulant honorer publiquement l'attitude patriotique des personnes non militaires qui au cours de la période d'occupation ennemie se sont particulièrement distinguées au service de la cause nationale et alliée par leur résistance ou par des actes éclatants de courage et de dévouement méritant la reconnaissance de la Patrie ;

Vu l'art. 41 de la Constitution sur les ordres civils et militaires ;

Sur le rapport et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :


Art. 1^{er}. Il est institué une distinction honorifique sous la dénomination de : « Ordre de la Résistance 1940—1944 ».

Art. 2. L'ordre de la Résistance est accordé aux personnes non militaires qui, au cours de la période, d'occupation ennemie, soit comme membre d'une organisation de résistance soit à titre individuel, se sont particulièrement distinguées au service de la cause nationale ou alliée par des actes éclatants de résistance, de courage et de dévouement.


Cette distinction pourra dans des cas particuliers et exceptionnels être accordée à des étrangers.

Elle peut être décernée à titre posthume.

Art. 3. La décoration comprend deux degrés : La croix et la médaille.

Art. 4. La croix sera en bronze surmontée du monogramme  avec la couronne royale.

L'avvers de l'insigne présente une tête de lion ainsi que la devise « Je maintiendrai » et les millésimes 1940—1944, entourés d'une chaîne coupée par la croix. Le revers porte en son milieu la lettre R (résistance) entourée de lauriers.

La médaille sera également en bronze. L'avvers présente le lion héraldique de Luxembourg brisant une chaîne. Le revers présente le monogramme  encadré de deux feuilles de laurier et surmonté de la couronne ainsi que la devise : « Je maintiendrai » et les millésimes 1940-1944.

Art. 5. Le ruban sera rayé rouge et blanc bordé d'un filet bleu.

Art. 6. La décoration est conférée par arrêté grand-ducal sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur qui pourra à ces fins prendre l'avis d'un Conseil de l'Ordre de la Résistance à instituer par arrêté ministériel.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 30 mars 1946.

Charlotte.

Le Ministre de l'Intérieur,

Eug. Schaus.

Arrêté grand-ducal du 19 avril 1946, portant allocation d'une indemnité aux musiciens de 3^e classe célibataires de la Musique militaire.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc. ;

Vu Notre arrêté du 20 février 1945, portant fixation de la solde des caporaux et soldats de l'Armée luxembourgeoise ;

Vu Notre arrêté du 24 mai 1945, portant allocation d'une indemnité supplémentaire à la solde aux caporaux et soldats mariés, musiciens de 3^e classe et cornets de l'Armée ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur la proposition de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, Ministre de la Force armée, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 2 de Notre arrêté du 20 février 1945 les musiciens de 3^e classe célibataires jouiront, en lieu et place de leur solde, d'une indemnité qui est fixée :

à 1400 fr. par an, pour les titulaires qui sont âgés de 20 à 22 ans accomplis ;

à 1500 fr. or par an, pour ceux qui sont âgés de 22 à 26 ans accomplis ;

à 1600 fr. or par an, pour ceux qui ont dépassé l'âge de 26 ans accomplis.

Les indemnités correspondantes sont majorées de 100 fr. or par an, lorsque les titulaires obtiennent le grade de caporal.

Ne bénéficieront pas de cette indemnité, les musiciens de 3^e classe qui sont appelés à faire leur service militaire obligatoire.

Art. 2. L'indemnité prévue à l'art. 1^{er} sera majorée de l'indemnité de résidence ; elle suivra le mouvement du nombre-indice, tel qu'il est applicable aux traitements des fonctionnaires et employés de l'Etat.

Art. 3. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, Ministre de la Force armée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sortira ses

effets à partir du 1^{er} janvier 1946 et qui sera publié au *Mémorial*.

Château de Fischbach, le 19 avril 1946.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Ministre de la Force armée,
P. Dupong.*

Arrêté grand-ducal du 19 avril 1946 portant majoration des taxes des inscriptions, radiations et modifications au registre aux firmes.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 décembre 1909, concernant l'exécution de la loi du même jour sur le registre aux firmes et spécialement les articles 23, 24 et 25 de cet arrêté fixant les taxes, émoluments et exemptions pour l'insertion au registre des inscriptions, radiations et modifications ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 19 février 1935 portant nouvelle fixation des taxes dont il s'agit ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'article 23 de l'arrêté grand-ducal du 23 décembre 1909, modifié par celui du 19 février 1935, les taxes pour l'insertion au registre aux firmes des inscriptions, radiations et modifications sont portées au double.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Mémorial*.

Château de Fischbach, le 19 avril 1946.

Charlotte.

*Le Ministre des Finances,
P. Dupong.*

Arrêté grand-ducal du 19 avril 1946, concernant les conditions de nomination au grade de commis à la Chambre des Comptes.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 1^{er} de la loi du 14 juillet 1932, modifiant et complétant la loi du 8 mai 1872 sur les droits et devoirs des fonctionnaires de l'Etat, ainsi que certaines dispositions de celles du 29 juillet 1913, concernant les traitements ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 14 juillet 1910 déterminant les conditions de nomination et d'avancement du personnel de la Chambre des Comptes ;
Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Pour être nommé commis à la Chambre des Comptes les candidats sont astreints, leur stage révolu, à un examen qui portera sur les matières suivantes :

Dactylographie : dictée de 10 minutes dans les langues françaises et allemande servant d'épreuve de vitesse et de qualité de travail ;

Rédaction : Correspondance administrative en langue française et allemande ;

Droit public et administratif : notions générales sur la Constitution et l'organisation politique du Grand-Duché, les différents services publics, les lois et règlements sur la comptabilité de l'Etat, les lois sur les droits et devoirs des fonctionnaires publics, sur les traitements et pensions.

Art. 2. L'examen aura lieu devant une commission instituée par le Ministre des Finances et composée de trois membres effectifs et de deux membres suppléants ;

Nul ne peut, en qualité de membre de cette commission, prendre part à l'examen d'un parent ou allié jusqu'au 4^e degré inclusivement, sous peine de nullité de l'examen.

Art. 3. L'examen se fait par écrit et oralement. L'examen par écrit précède l'examen oral ; il a lieu en même temps pour tous les récipiendaires.

La commission arrête la procédure à suivre. Ses décisions sont prises à la majorité des voix. Elle classe les candidats selon le résultat de l'examen

et dressera un procès-verbal de ses opérations qu'elle transmettra au Gouvernement.

Art. 4. En cas d'insuccès à cet examen, le stage peut être prolongé d'une année, à l'expiration de laquelle le candidat devra se représenter à l'examen. Un nouvel échec entraînera l'élimination définitive du candidat.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Château de Fischbach, le 19 avril 1946.

Charlotte.

Le Ministre des Finances,

P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 19 avril 1946 relatif au classement des bureaux de recette de l'Administration des Douanes.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 8 novembre 1926, concernant l'organisation de l'Administration des Douanes ;

Vu l'art. 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 8 octobre 1945, prévoyant que le classement des recettes tel qu'il est établi par la loi précitée pourra être modifié par des règlements d'administration publique ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 1^{er} de la loi du 8 novembre 1926 concernant l'organisation de l'Administration des Douanes, le personnel de cette administration comprend 7 receveurs de 1^{re} classe et 3 receveurs de 2^e classe.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Château de Fischbach, le 19 avril 1946.

Charlotte.

Le Ministre des Finances,

P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 19 avril 1946 modifiant l'arrêté grand-ducal du 16 mars 1927, concernant la circonscription des Contrôles et des bureaux de recette de la Douane et le classement de ces bureaux.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu les art. 1^{er} et 6 de la loi du 8 novembre 1926 concernant l'organisation de l'Administration des Douanes et l'arrêté grand-ducal modificatif du 8 octobre 1945 ;

Revu Notre arrêté du 16 mars 1927, concernant la circonscription des contrôles et des bureaux de recette de la Douane et le classement de ces bureaux (*Mém.* 1927, page 233) ;

Vu encore Notre arrêté en date de ce jour, relatif au classement des bureaux de recette de l'Administration des Douanes ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'art. 1^{er} de Notre arrêté précité du 16 mars 1927 est modifié comme suit en ce qui concerne les bureaux de 1^{re} et de 2^e classe :

1^{re} classe : Caisse Centrale des Douanes, Bettembourg, Esch-s.-Alz., Wasserbillig, Luxembourg 2^e, 3^e et 4^e bureau.

2^e classe : Ettelbruck, Rodange, Luxembourg 1^{er} bureau.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Château de Fischbach, le 19 avril 1946.

Charlotte.

Le Ministre des Finances,

P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 23 avril 1946 déclarant jour férié le 1^{er} mai 1946.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 27 février 1946 concernant l'abrogation des lois de compétence de 1938 et 1939 et l'octroi de nouveaux pouvoirs spéciaux au Gouvernement ;

Vu l'avis favorable de la Commission de Travail de la Chambre des Députés ;

Vu l'avis de la Conférence Nationale du Travail ;
Notre Conseil d'Etat entendu en son avis ;

Sur le rapport de Nos Ministres du Travail et des Affaires Economiques et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le 1^{er} mai 1946 est déclaré jour férié pour tous les salariés occupés dans le Commerce et l'Industrie.

Art. 2. Nos Ministres du Travail et des Affaires Economiques sont chargés de déposer en Notre Nom à la Chambre des Députés un projet de loi ayant pour objet de fixer la rémunération des salariés du Commerce et de l'industrie pour le jour férié du 1^{er} mai 1946.

En attendant la décision du pouvoir législatif, le patronat est invité à payer à tous les salariés occupés dans le Commerce et l'Industrie pour le 1^{er} mai 1946 un salaire correspondant à un salaire normal moyen d'une journée de huit heures touché le mois précédent.

Art. 3. Nos Ministres du Travail et des Affaires Economiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 23 avril 1946.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement,

P. Dupong.

Jos. Bech.

P. Krier.

N. Margue.

V. Bodson.

G. Konsbruck.

Eug. Schaus.

Ch. Marx.

Arrêté ministériel du 10 avril 1946 rétablissant le Conseil d'Etat, Comité du Contentieux, comme instance d'appel pour statuer en matière d'impôts, taxes, cotisations et droits.

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944, concernant les impôts, taxes, cotisations et droits et notamment l'article 8 du dit arrêté ;

Vu la loi du 16 janvier 1866 portant organisation du Conseil d'Etat ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le Conseil d'Etat, Comité du Contentieux, siégeant au nombre de 3 membres, est désigné pour statuer en dernier ressort sur les recours en matière d'impôts, taxes, cotisations et droits.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.
Luxembourg, le 10 avril 1946.

Le Ministre des Finances,

P. Dupong.

Arrêté ministériel du 13 avril 1946, fixant les attributions des agents, la répartition du service et le nombre du personnel ouvrier de l'Administration des bâtiments publics.

Le Ministre des Travaux publics,

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre des Beaux Arts,

Vu l'article 6 de l'arrêté grand-ducal du 2 octobre 1945 portant réorganisation du service des bâtiments de l'Etat ;

Arrêtent :

Art. 1^{er}. L'architecte de l'Etat-directeur dirige les affaires du service des bâtiments de l'Etat

Il a la surveillance du service des bâtiments de l'Etat dans toute l'étendue du Grand-Duché et correspond avec les Ministres des ressorts afférents.

Il visite les travaux en cours d'exécution et s'assure de la bonne exécution des travaux et de l'accomplissement des clauses et conditions des cahiers des charges.

Il appelle l'attention du Ministre compétent sur les améliorations à apporter aux immeubles de l'Etat et des communes confiés à son administration.

Il soumet tous les ans au Ministre compétent des propositions détaillées pour la formation du budget des dépenses.

Il soumet à l'approbation du Ministre compétent les projets des travaux dressés par ses services ou les architectes chargés d'une construction pour le compte de l'Etat.

Il veille à l'exécution des lois, règlements et arrêtés relatifs au service.

Il délivre, s'il y a lieu, sur le vu des procès-verbaux et rapports de ses agents, les certificats de paiement au profit des entrepreneurs, soit à titre d'acompte, soit pour solde.

Il contrôle et donne son avis sur les projets pour constructions communales et les projets de conservation, de reconstruction et de transformation des bâtiments déclarés monuments historiques.

Il délivre les autorisations de construire en matière de police des bâtisses.

Art. 2. L'architecte de l'Etat-adjoint, l'architecte de l'Etat d'arrondissement et l'ingénieur-constructeur sont placés sous les ordres de l'architecte de l'Etat-directeur. Ils sont spécialement chargés des détails du service dans l'étendue de leurs attributions. Ils étudient en étroite collaboration avec l'architecte de l'Etat-directeur les projets pour les constructions neuves, les travaux d'aménagement et d'appropriation des bâtiments de l'Etat et de leurs dépendances ainsi que de leur mobilier, les projets pour constructions communales et les projets relatifs aux monuments historiques.

Les architecte de l'Etat-adjoint et architecte de l'Etat d'arrondissement et l'ingénieur-constructeur lèvent les plans et font les dessins, calculs, nivellements et autres opérations de toute espèce que comporte la formation des projets, ils remettent le résultat de leur travail à l'architecte de l'Etat-directeur.

Ils élaborent les documents pour la mise en adjudication des travaux, font la vérification et le classement des offres.

Ils dirigent et surveillent avec exactitude l'exécution des ouvrages et ils s'assurent qu'il y est procédé suivant les règles de l'art et les clauses et conditions des marchés passés avec les entrepreneurs.

Ils remettent à l'architecte de l'Etat-directeur les procès-verbaux de réception provisoire ou définitive à joindre à l'appui des certificats de paiement.

Ils remettent à l'architecte de l'Etat-directeur le projet du budget des travaux rentrant dans leurs attributions, répondent à toutes les demandes qui leur seront adressées par celui-ci et lui communiquent les renseignements et observations de toute nature qu'ils croient pouvoir lui être de quelque utilité.

Ils veillent à l'exécution des lois et règlements concernant toutes les branches du service qui leur est confié.

Ils correspondent avec l'architecte de l'Etat-directeur.

L'ingénieur-constructeur étudie, en outre, en étroite collaboration avec les architecte de l'Etat-directeur, architecte de l'Etat-adjoint et architecte de l'Etat d'arrondissement toutes les questions se rapportant à la statique des constructions telles que: constructions métalliques, ouvrages en bois, béton ou béton armé, fondations, etc. et notamment en ce qui concerne l'usage parcimonieux des matériaux à mettre en œuvre.

Art. 3. Les aides-architectes et conducteurs remplissent les fonctions de chefs de bureau techniques. Ils s'occupent de la répartition rationnelle du service entre les sous-chefs de bureau techniques, les contrôleurs techniques et les commis techniques sous leurs ordres. Ils aident les architectes et ingénieur à faire les levers de plans, dessins, cahiers des charges, métrés, vérifications, etc., étudient toutes les questions leur soumises et rédigent les rapports y relatifs. Ils rendent les architectes et ingénieur attentifs à toutes les améliorations dont le service est susceptible dans ses différentes branches.

Art. 4. Les sous-chefs de bureau techniques, les contrôleurs techniques et les commis techniques travaillent sous les ordres des architectes, ingé-

nieur, aides-architectes et conducteurs. Ils élaborent les dessins d'après les données leur fournies, établissent les métrés, devis et cahier des charges. Ils peuvent être chargés de surveiller et de diriger des travaux de construction et d'entretien.

Ils surveillent les travaux de construction et d'entretien dans les moindres détails. Ils aident les architectes, ingénieur-constructeur, aides-architectes, conducteurs, à faire les métrés, vérifications, dessins, nivellements, lever de plans, etc. Ils étudient toutes les questions leur soumises et préparent les rapports y relatifs.

Ils rendent attentifs à toutes les améliorations dont le service est susceptible dans ses différentes branches.

Ils sont chargés de constater les contraventions aux lois, règlements et arrêtés concernant leur service, ils font parvenir les décomptes et les réceptions des travaux aux architectes et ingénieur-constructeur par l'intermédiaire des aides-architectes et conducteurs. Ils surveillent les ouvriers. Ils signalent tous travaux d'appropriation, d'aménagement et d'entretien à exécuter aux bâtiments confiés à leurs soins.

Ils établissent périodiquement un rapport sommaire sur les travaux exécutés sur les chantiers leur confiés.

Ils peuvent être chargés du contrôle des plans et de l'exécution des travaux en matière de police des bâtisses.

Art. 5. Les agents du service administratif sont chargés des travaux de comptabilité et d'écritures. Ils dressent les devis, décomptes et procès-verbaux de réception et établissent les états d'ouvriers d'après les données leur fournies. Ils collaborent au contrôle et à la vérification des factures et étudient toutes les questions leur soumises et préparent et rédigent les rapports y relatifs.

Art. 6. Le cadre du personnel de l'administration des bâtiments publics pourra comprendre, en dehors du nombre d'ouvriers à désigner par le Ministre des Travaux publics, suivant les besoins du service :

- 7 chefs de chantier,
- 4 chauffeurs-mécaniciens,
- 2 magasiniers.

Art. 7. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.
Luxembourg, le 13 avril 1946.

Le Ministre des Travaux publics,
V. Bodson.

Le Ministre de l'Intérieur,
E. Schaus.

Le Ministre des Beaux Arts,
N. Margue.

Arrêté ministériel du 15 avril 1946 portant modification de l'arrêté du 21 juillet 1914 déterminant les conditions d'exécution des cahiers scolaires.

Le Ministre de l'Education Nationale,

Vu l'arrêté du 21 juillet 1914 déterminant les conditions d'exécution des cahiers scolaires ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'arrêté précité les cahiers utilisés aux écoles pri-

maires devront correspondre à l'un des quatre types suivants :

- 1° cahiers à carrés de 5 mm. de côté ;
- 2° cahiers à 19 lignes à intervalles de 9,5 mm ;
- 3° cahiers à 10 doubles lignes ;
- 4° cahiers à lignes du modèle suivant.

	}	2 mm
	}	5 mm
	}	5 mm
	}	5 mm
	}	2 mm

Art. 2. Le présent arrêté entrera en vigueur après l'épuisement des stocks actuellement disponibles et au plus tard au début de l'année scolaire 1946/47. Il sera publié au *Mémorial* et au *Courrier* des écoles.

Luxembourg, le 15 avril 1946.

Le Ministre de l'Education Nationale,
N. Margue.

Instruction ministérielle du 10 avril 1946 concernant la rémunération du personnel enseignant des cours postsecondaires.

D'accord avec le Ministère d'Etat, Service Central du Personnel les indemnités prévues pour la tenue des cours postsecondaires sont fixées comme suit à partir de l'année scolaire courante.

Le tarif minimum des indemnités est de vingt francs par heure de cours effectivement donnée, le tarif maximum dans le payement duquel l'Etat interviendra est de vingt-cinq francs par heure.

Il est loisible aux administrations communales d'allouer des indemnités supérieures au tarif maximum de vingt-cinq francs pour tenir compte des circonstances locales extraordinaires ; toutefois le surplus de dépenses sera à la charge exclusive des caisses communales ; ces augmentations d'indemnités seront à tenir dans des limites raisonnables afin de sauvegarder l'équilibre dans les taux de rémunération applicables à l'enseignement public.

Luxembourg, le 10 avril 1946.

Le Ministre de l'Education Nationale,
N. Margue.

Avis. — Emprunt grand-ducal 3,75% 1934.

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt grand-ducal 3,75% 1934, remboursables — 1.5.1945, a donné le résultat suivant :

Lit. A : 80 obligations à 100 fr.

991	999	1717	2745	3053	4711	4719	5697	6735	7093
992	1000	1718	2746	3054	4712	4720	5698	6736	7094
993	1711	1719	2747	3055	4713	5691	5699	6737	7095
994	1712	1720	2748	3056	4714	5692	5700	6738	7096
995	1713	2741	2749	3057	4715	5693	6731	6739	7097
996	1714	2742	2750	3058	4716	5694	6732	6740	7098
997	1715	2743	3051	3059	4717	5695	6733	7091	7099
998	1716	2744	3052	3060	4718	5696	6734	7092	7100

Lit. B : 158 obligations à 500 fr.

93	1777	3103	4373	5985	7435	9025	10657	12341	13474
94	1778	3104	4374	5986	7436	9026	10658	12342	13993
243	1971	3205	4553	6177	7631	9339	10731	12583	13994
244	1972	3206	4554	6178	7632	9340	10732	12584	14235
591	2001	3417	4833	6273	7887	9483	11229	12691	14236
592	2002	3418	4834	6274	7888	9484	11230	12692	14313
951	2299	3663	4985	6495	7967	9541	11415	12783	14314
952	2300	3664	4986	6496	7968	9542	11416	12784	14423
1127	2427	3937	5207	6797	8157	9653	11631	12925	14424
1128	2428	3938	5208	6798	8158	9654	11632	12926	14687
1285	2789	4075	5309	6865	8475	9911	11963	13087	14688
1286	2790	4076	5310	6866	8476	9912	11964	13088	14737
1401	2847	4115	5457	6909	8627	10009	12043	13337	14738
1402	2848	4116	5458	6910	8628	10010	12044	13338	14893
1593	2919	4283	5779	7147	8743	10375	12285	13473	14894
1594	2920	4284	5780	7148	8744	10376	12286		

Lit. C : 410 obligations à 1.000 fr.

471	1128	3125	5662	6799	8856	10653	11330	13497
472	1129	3126	5663	6800	8857	10654	12511	13498
473	1130	3127	5664	7971	8858	10655	12512	13499
474	2841	3128	5665	7972	8859	10656	12513	13500
475	2842	3129	5666	7973	8860	10657	12514	14261
476	2843	3130	5667	7974	9181	10658	12515	14262
477	2844	4921	5668	7975	9182	10659	12516	14263
478	2845	4922	5669	7976	9183	10660	12517	14264
479	2846	4923	5670	7977	9184	11321	12518	14265
480	2847	4924	6791	7978	9185	11322	12519	14266
1121	2848	4925	6792	7979	9186	11323	12520	14267
1122	2849	4926	6793	7980	9187	11324	13491	14268
1123	2850	4927	6794	8851	9188	11325	13492	14269
1124	3121	4928	6795	8852	9189	11326	13493	14270
1125	3122	4929	6796	8853	9190	11327	13494	14711
1126	3123	4930	6797	8854	10651	11328	13495	14712
1127	3124	5661	6798	8855	10652	11329	13496	14713

14714	17083	20802	23101	25520	28709	32858	35407	38646
14715	17084	20803	23102	26271	28710	32859	35408	38647
14716	17085	20804	23103	26272	29551	32860	35409	38648
14717	17086	20805	23104	26273	29552	33421	35410	38649
14718	17087	20806	23105	26274	29553	33422	36081	38650
14719	17088	20807	23106	26275	29554	33423	36082	39471
14720	17089	20808	23107	26276	29555	33424	36083	39472
15701	17090	20809	23108	26277	29556	33425	36084	39473
15702	18341	20810	23109	26278	29557	33426	36085	39474
15703	18342	21861	23110	26279	29558	33427	36086	39475
15704	18343	21862	24981	26280	29559	33428	36087	39476
15705	18344	21863	24982	27161	29560	33429	36088	39477
15706	18345	21864	24983	27162	30151	33430	36089	39478
15707	18346	21865	24984	27163	30152	34461	36090	39479
15708	18347	21866	24985	27164	30153	34462	37961	39480
15709	18348	21867	24986	27165	30154	34463	37962	40021
15710	18349	21868	24987	27166	30155	34464	37963	40022
16611	18350	21869	24988	27167	30156	34465	37964	40023
16612	19791	21870	24989	27168	30157	34466	37965	40024
16613	19792	22511	24990	27169	30158	34467	37966	40025
16614	19793	22512	25511	27170	30159	34468	37967	40026
16615	19794	22513	25512	28701	30160	34469	37968	40027
16616	19795	22514	25513	28702	32851	34470	37969	40028
16617	19796	22515	25514	28703	32852	35401	37970	40029
16618	19797	22516	25515	28704	32853	35402	38641	40030
16619	19798	22517	25516	28705	32854	35403	38642	
16620	19799	22518	25517	28706	32855	35404	38643	
17081	19800	22519	25518	28707	32856	35405	38644	
17082	20801	22520	25519	28708	32857	35406	36845	

Lit. D: 29 obligations à 5.000 fr.

15	328	582	912	1136	1403	1795	1959	2230	2511
135	433	792	942	1236	1565	1817	2099	2383	2716
206	511	875	1023	1325	1637	1886	2117	2460	

Lit. E: 127 obligations à 10.000 fr.

71	1292	2489	3638	4840	6102	7452	8652	9918	11260
137	1359	2558	3727	5075	6237	7580	8732	10022	11307
226	1410	2697	3898	5102	6366	7671	8880	10141	11488
375	1530	2747	3908	5166	6466	7798	8992	10285	11523
495	1603	2895	4035	5296	6545	7868	9074	10401	11678
576	1799	2998	4134	5374	6611	7937	9128	10508	11721
600	1897	3054	4193	5474	6736	8040	9304	10607	11850
750	1931	3125	4257	5593	6899	8131	9467	10728	11970
802	2060	3275	4362	5625	6972	8237	9562	10887	12067
942	2074	3334	4412	5756	7011	8279	9665	10969	12124
1020	2184	3391	4461	5810	7153	8325	9778	11013	12245
1041	2240	3469	4522	5945	7209	8478	9886	11161	12369
1137	2367	3570	4682	6086	7325	8523			

Le tirage au sort des obligations du même Emprunt, remboursables le 1.5.1946, a donné le résultat suivant :

Lit. A: 90 obligations à 100 fr.

241	250	939	1818	2757	3916	4295	5124	6573	7042
242	931	940	1819	2758	3917	4296	5125	6574	7043
243	932	1811	1820	2759	3918	4297	5126	6575	7044
244	933	1812	2751	2760	3919	4298	5127	6576	7045
245	934	1813	2752	3911	3920	4299	5128	6577	7046
246	935	1814	2753	3912	4291	4300	5129	6578	7047
247	936	1815	2754	3913	4292	5121	5130	6579	7048
248	937	1816	2755	3914	4293	5122	6571	6580	7049
249	938	1817	2756	3915	4294	5123	6572	7041	7050

Lit. B: 160 obligations à 500 fr.

195	1563	3407	4825	6049	7479	8959	10499	12057	13313
196	1564	3408	4826	6050	7480	8960	10500	12058	13314
307	1739	3643	4993	6209	7873	9195	10799	12175	13511
308	1740	3644	4994	6210	7874	9196	10800	12176	13512
599	1823	3795	5131	6555	7985	9385	10885	12477	13765
600	1824	3796	5132	6556	7986	9386	10886	12478	13766
861	2219	3877	5215	6765	8199	9533	11363	12639	13855
862	2220	3878	5216	6766	8200	9534	11364	12640	13856
963	2309	4087	5599	6859	8359	9733	11487	12859	13953
964	2310	4088	5600	6860	8360	9734	11488	12860	13954
1107	2757	4177	5759	7063	8695	9995	11583	12947	14075
1108	2758	4178	5760	7064	8696	9996	11584	12948	14076
1253	3041	4395	5825	7239	8751	10063	11663	13183	14237
1254	3042	4396	5826	7240	8752	10064	11664	13184	14238
1455	3155	4529	5991	7353	8851	10285	11985	13271	14551
1456	3156	4530	5992	7354	8852	10286	11986	13272	14552

Lit. C: 430 obligations à 1.000 fr.

261	1878	3675	5962	6279	8566	10233	11360	12467	14834
262	1879	3676	5963	6280	8567	10234	11821	12468	14835
263	1880	3677	5964	7181	8568	10235	11822	12469	14836
264	2241	3678	5965	7182	8569	10236	11823	12470	14837
265	2242	3679	5966	7183	8570	10237	11824	13271	14838
266	2243	3680	5967	7184	9641	10238	11825	13272	14839
267	2244	4381	5968	7185	9642	10239	11826	13273	14840
268	2245	4382	5969	7186	9643	10240	11827	13274	15431
269	2246	4383	5970	7187	9644	11351	11828	13275	15432
270	2247	4384	6271	7188	9645	11352	11829	13276	15433
1871	2248	4385	6272	7189	9646	11353	11830	13277	15434
1872	2249	4386	6273	7190	9647	11354	12461	13278	15435
1873	2250	4387	6274	8561	9648	11355	12462	13279	15436
1874	3671	4388	6275	8562	9649	11356	12463	13280	15437
1875	3672	4389	6276	8563	9650	11357	12464	14831	15438
1876	3673	4390	6277	8564	10231	11358	12465	14832	15439
1877	3674	5961	6278	8565	10232	11359	12466	14833	15440

16911	18870	21909	24318	26217	29606	31945	34264	37443
16912	19021	21910	24319	26218	29607	31946	34265	37444
16913	19022	22771	24320	26219	29608	31947	34266	37445
16914	19023	22772	25141	26220	29609	31948	34267	37446
16915	19024	22773	25142	27081	29610	31949	34268	37447
16916	19025	22774	25143	27082	30201	31950	34269	37448
16917	19026	22775	25144	27083	30202	32681	34270	37449
16918	19027	22776	25145	27084	30203	32682	35211	37450
16919	19028	22777	25146	27085	30204	32683	35212	38951
16920	19029	22778	25147	27086	30205	32684	35213	38952
17491	19030	22779	25148	27087	30206	32685	35214	38953
17492	20851	22780	25149	27088	30207	32686	35215	38954
17493	20852	23881	25150	27089	30208	32687	35216	38955
17494	20853	23882	25891	27090	30209	32688	35217	38956
17495	20854	23883	25892	28861	30210	32689	35218	38957
17496	20855	23884	25893	28862	30771	32690	35219	38958
17497	20856	23885	25894	28863	30772	33671	35220	38959
17498	20857	23886	25895	28864	30773	33672	36181	38960
17499	20858	23887	25896	28865	30774	33673	36182	39601
17500	20859	23888	25897	28866	30775	33674	36183	39602
18861	20860	23889	25898	28867	30776	33675	36184	39603
18862	21901	23890	25899	28868	30777	33676	36185	39604
18863	21902	24311	25900	28869	30778	33677	36186	39605
18864	21903	24312	26211	28870	30779	33678	36187	39606
18865	21904	24313	26212	29601	30780	33679	36188	39607
18866	21905	24314	26213	29602	31941	33680	36189	39608
18867	21906	24315	26214	29603	31942	34261	36190	39609
18868	21907	24316	26215	29604	31943	34262	- 37441	39610
18869	21908	24317	26216	29605	31944	34263	37442	

Lit. D: 29 obligations à 5.000 fr.

49	376	519	883	1229	1571	1831	2138	2369	2612
169	404	645	1040	1342	1621	1879	2245	2458	2693
299	488	708	1139	1453	1725	1969	2293	2582	

Lit. E: 132 obligations à 10,000 fr.

48	1317	2647	4011	5369	6559	7989	9228	10562	11843
109	1429	2775	4101	5416	6661	8080	9290	10636	11897
266	1527	2868	4153	5584	6724	8114	9310	10732	11932
322	1650	2954	4213	5640	6863	8220	9456	10819	12059
443	1697	3029	4373	5712	6908	8283	9540	10921	12157
515	1731	3126	4446	5791	6964	8344	9669	11065	12297
686	1809	3212	4574	5835	7185	8482	9767	11132	
746	2010	3330	4692	5920	7304	8534	9837	11247	
822	2081	3495	4709	6070	7490	8661	9904	11349	
991	2138	3525	4855	6144	7631	8799	10000	11417	
1031	2242	3655	4925	6198	7683	8840	10139	11479	
1075	2309	3741	5031	6244	7707	8983	10263	11540	
1135	2495	3820	5155	6382	7759	9060	10360	11619	
1230	2519	3939	5213	6485	7840	9112	10484	11793	

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Lit. A: Obligations à 100 fr.

486 (7)	2481 (8)	2590 (9)	3472 (7)	5442 (7)	5683 (9)	6784 (7)	7479 (9)
487 (7)	2482 (8)	3341 (8)	4468 (8)	5443 (7)	5684 (9)	6785 (7)	7480 (9)
488 (7)	2483 (8)	3342 (8)	4469 (8)	5444 (7)	6564 (9)	6786 (7)	7551 (8)
489 (7)	2484 (8)	3381 (9)	4470 (8)	5445 (7)	6565 (9)	6787 (7)	7552 (8)
490 (7)	2485 (8)	3382 (9)	4481 (9)	5446 (7)	6566 (9)	6788 (7)	7553 (8)
801 (6)	2486 (8)	3383 (9)	4482 (9)	5447 (7)	6567 (9)	6789 (7)	
802 (6)	2487 (8)	3384 (9)	4483 (9)	5448 (7)	6568 (9)	7471 (9)	
803 (6)	2488 (8)	3385 (9)	4484 (9)	5449 (7)	6569 (9)	7475 (9)	
1733 (7)	2489 (8)	3386 (9)	4485 (9)	5450 (7)	6781 (9)	7476 (9)	
2141 (6)	2490 (8)	3387 (9)	4486 (9)	5681 (9)	6782 (7)	7477 (9)	
2142 (6)	2550 (7)	3471 (7)	4487 (9)	5682 (9)	6783 (7)	7478 (9)	

(6) remboursable le 1^{er} mai 1941 (8) remboursable le 1^{er} mai 1943
 (7) remboursable le 1^{er} mai 1942 (9) remboursable le 1^{er} mai 1944

Lit. B: Obligations à 500 fr.

14 (9)	1390 (8)	3313 (8)	4243 (9)	6472 (8)	8593 (9)	9722 (9)	10968 (6)
99 (8)	1453 (9)	3314 (8)	4244 (9)	6821 (8)	8594 (9)	9742 (8)	10971 (7)
299 (9)	1354 (9)	3521 (8)	4248 (6)	6822 (8)	8655 (9)	9869 (6)	10972 (7)
300 (9)	1519 (9)	3534 (0)	4307 (6)	6823 (9)	8656 (9)	9870 (6)	11151 (8)
421 (8)	1520 (9)	3535 (0)	4308 (6)	6824 (9)	8661 (6)	9943 (7)	11152 (8)
422 (8)	1657 (8)	3536 (0)	4363 (8)	6959 (7)	8662 (6)	9944 (7)	11273 (7)
677 (9)	1658 (8)	3537 (0)	4691 (8)	6960 (7)	8675 (8)	9953 (8)	11274 (7)
678 (9)	1699 (9)	3538 (0)	4692 (8)	7319 (9)	8676 (8)	9954 (8)	11279 (9)
811 (5)	1700 (9)	3539 (0)	4701 (8)	7320 (9)	8897 (9)	9971 (7)	11280 (9)
812 (5)	1707 (7)	3540 (0)	4702 (8)	7373 (8)	8898 (9)	9972 (7)	11325 (7)
838 (6)	1708 (7)	3541 (0)	4811 (7)	7374 (8)	9012 (6)	10023 (8)	11419 (9)
887 (9)	1819 (8)	3542 (0)	4812 (7)	7421 (7)	9111 (9)	10024 (8)	11420 (9)
888 (9)	1820 (8)	3713 (9)	5013 (6)	7422 (7)	9265 (9)	10147 (9)	11505 (6)
893 (8)	1937 (9)	3714 (9)	5014 (6)	7654 (8)	9266 (9)	10148 (9)	11519 (6)
894 (8)	1938 (9)	3834 (7)	5596 (9)	7661 (9)	9277 (6)	10245 (8)	11520 (6)
947 (9)	2017 (9)	3837 (9)	5734 (7)	7662 (9)	9278 (6)	10246 (8)	11705 (9)
948 (9)	2018 (9)	3838 (9)	5901 (6)	8045 (9)	9301 (7)	10261 (6)	11706 (9)
1085 (7)	2493 (8)	3871 (9)	5902 (6)	8057 (7)	9302 (7)	10262 (6)	11747 (8)
1086 (7)	2494 (8)	3921 (6)	5935 (9)	8058 (7)	9491 (6)	10353 (8)	11748 (8)
1145 (8)	2647 (9)	3922 (6)	5936 (9)	8059 (6)	9492 (6)	10354 (8)	12125 (6)
1146 (8)	2648 (9)	3929 (8)	6007 (8)	8060 (6)	9535 (7)	10407 (9)	12153 (9)
1161 (7)	2775 (9)	3930 (8)	6008 (8)	8119 (9)	9536 (7)	10408 (9)	12154 (9)
1162 (7)	2776 (9)	4143 (7)	6122 (9)	8120 (9)	9585 (8)	10517 (6)	12301 (8)
1183 (1)	2803 (9)	4163 (8)	6161 (7)	8223 (9)	9586 (8)	10705 (6)	12304 (7)
1184 (1)	2804 (9)	4164 (8)	6162 (7)	8319 (8)	9599 (9)	10706 (6)	12381 (6)
1267 (9)	3141 (7)	4182 (4)	6375 (8)	8320 (8)	9600 (9)	10721 (7)	12432 (0)
1268 (9)	3142 (7)	4189 (9)	6376 (8)	8403 (9)	9695 (8)	10722 (7)	12496 (7)
1279 (7)	3178 (8)	4190 (9)	6431 (9)	8404 (9)	9696 (8)	10793 (9)	12679 (8)
1280 (7)	3195 (6)	4211 (8)	6432 (9)	8515 (8)	9699 (6)	10794 (9)	12680 (8)
1389 (8)	3196 (6)	4212 (8)	6471 (8)	8516 (8)	9721 (9)	10967 (6)	12771 (9)

12772 (9)	13081 (9)	13407 (6)	13846 (7)	14333 (9)	14635 (7)	14887 (8)	14932 (7)
12892 (9)	13233 (9)	13408 (6)	13875 (8)	14334 (9)	14699 (6)	14888 (8)	
12927 (6)	13234 (9)	13465 (7)	13876 (8)	14465 (6)	14700 (6)	14897 (4)	
12928 (6)	13325 (8)	13466 (7)	13963 (9)	14466 (6)	14875 (6)	14898 (4)	
12956 (9)	13326 (8)	13547 (7)	13964 (9)	14494 (7)	14853 (9)	14925 (7)	
12975 (9)	13369 (6)	13548 (7)	14043 (9)	14535 (6)	14854 (9)	14926 (7)	
12976 (9)	13370 (6)	13845 (7)	14044 (9)	14536 (6)	14876 (6)	14931 (7)	

(1) remboursable le 1^{er} mai 1936

(2) » » » 1937

(3) » » » 1938

(4) » » » 1939

(5) » » » 1940

(6) » » » 1941

(7) » » » 1942

(8) remboursable le 1^{er} mai 1943

(9) » » » 1944

(0) Opposition

Lit. C : Obligations à 1.000 fr.

831 (9)	3665 (7)	6496 (9)	8298 (6)	10000 (6)	12805 (9)	16975 (8)	18252 (9)
832 (9)	3666 (7)	6497 (9)	8299 (6)	11101 (9)	12806 (9)	16976 (8)	18253 (9)
834 (9)	3669 (7)	6498 (9)	8300 (6)	11102 (9)	12807 (9)	17461 (8)	18254 (9)
835 (9)	3670 (7)	6499 (9)	8651 (9)	11103 (9)	12808 (9)	17462 (8)	18255 (9)
836 (9)	4471 (9)	6500 (9)	8652 (9)	11104 (9)	12809 (9)	17463 (8)	18259 (9)
837 (9)	4472 (9)	7671 (6)	8653 (9)	11105 (9)	12810 (9)	17464 (8)	18260 (9)
838 (9)	4473 (9)	7672 (6)	8654 (9)	11106 (9)	13121 (8)	17465 (8)	18289 (8)
839 (9)	4474 (9)	7673 (6)	8655 (9)	11110 (9)	13122 (8)	17466 (8)	18290 (8)
840 (9)	4475 (9)	7674 (6)	8656 (9)	11171 (7)	13123 (8)	17467 (8)	18931 (7)
1111 (7)	4476 (9)	7675 (6)	8657 (9)	11172 (7)	13124 (8)	17468 (8)	18932 (7)
1112 (7)	4477 (9)	7676 (6)	8658 (9)	11173 (7)	13125 (8)	17469 (8)	18933 (7)
1113 (7)	4478 (9)	7677 (6)	8659 (9)	11174 (7)	13126 (8)	17470 (8)	18934 (7)
1114 (7)	4479 (9)	7678 (6)	8660 (9)	11175 (7)	13127 (8)	17591 (9)	18935 (7)
1968 (9)	4480 (9)	7679 (6)	9521 (9)	11176 (7)	13128 (8)	17592 (9)	18936 (7)
1969 (9)	4941 (8)	7680 (6)	9522 (9)	11177 (7)	13129 (8)	17593 (9)	18937 (7)
2351 (8)	5392 (8)	7711 (9)	9523 (9)	11178 (7)	13130 (8)	17594 (9)	18938 (7)
2352 (8)	5551 (7)	7712 (9)	9524 (9)	11179 (7)	13737 (6)	17595 (9)	18939 (7)
2404 (9)	5552 (7)	7713 (9)	9525 (9)	11180 (7)	13738 (6)	17596 (9)	18940 (7)
2405 (9)	5553 (7)	7714 (9)	9526 (9)	11721 (8)	13739 (6)	17597 (9)	19134 (6)
2406 (9)	5554 (7)	7715 (9)	9527 (9)	11722 (8)	13740 (6)	17598 (9)	19135 (6)
2407 (9)	5555 (7)	7716 (9)	9528 (9)	11723 (8)	16411 (9)	17599 (9)	19136 (6)
2408 (9)	5556 (7)	7717 (9)	9529 (9)	11724 (8)	16412 (9)	17600 (9)	19137 (6)
3031 (9)	5557 (7)	7718 (9)	9530 (9)	11725 (8)	16413 (9)	17671 (7)	19138 (6)
3032 (9)	5558 (7)	7719 (9)	9991 (6)	11726 (8)	16414 (9)	17672 (7)	19139 (6)
3033 (9)	5559 (7)	7720 (9)	9992 (6)	12422 (8)	16415 (9)	17673 (7)	19140 (6)
3035 (9)	5591 (9)	7875 (7)	9993 (6)	12423 (8)	16416 (9)	17674 (7)	19471 (7)
3036 (9)	5592 (9)	7876 (7)	9994 (6)	12429 (8)	16417 (9)	17675 (7)	19472 (7)
3037 (9)	6491 (9)	7877 (7)	9995 (6)	12430 (8)	16418 (9)	17676 (7)	19473 (7)
3038 (9)	6492 (9)	8110 (7)	9996 (6)	12801 (9)	16419 (9)	17677 (7)	19474 (7)
3567 (8)	6493 (9)	8295 (6)	9997 (6)	12802 (9)	16420 (9)	17678 (7)	19475 (7)
3568 (8)	6494 (9)	8296 (6)	9998 (6)	12803 (9)	16973 (8)	17679 (7)	19476 (7)
3569 (8)	6495 (9)	8297 (6)	9999 (6)	12804 (9)	16974 (8)	18251 (9)	19477 (7)

19581 (9)	21004/(6)	23940 (8)	24257 (6)	25244 (9)	28137 (7)	29887 (8)	30683 (8)
19582 (9)	21005 (6)	23951 (9)	24258 (6)	25245 (9)	28138 (7)	29888 (8)	30684 (8)
19583 (9)	21007 (6)	23952 (9)	24259 (6)	25246 (9)	28139 (7)	29889 (8)	30685 (8)
19584 (9)	21008 (6)	23953 (9)	24260 (6)	25247 (9)	28140 (7)	29890 (8)	30686 (8)
19585 (9)	22545 (7)	23954 (9)	24331 (9)	25248 (9)	28291 (9)	29391 (9)	30687 (8)
19588 (9)	22546 (7)	23955 (9)	24332 (9)	25249 (9)	28292 (9)	29897 (9)	30688 (8)
19589 (9)	22547 (7)	23956 (9)	24333 (9)	25250 (9)	28293 (9)	29598 (9)	30939 (6)
19590 (9)	22548 (7)	23957 (9)	24334 (9)	26197 (8)	28294 (9)	29899 (9)	30940 (6)
20011 (8)	22861 (9)	23958 (9)	24335 (9)	26198 (8)	28295 (9)	29900 (9)	31016 (7)
20013 (8)	22862 (9)	23959 (9)	24336 (9)	26199 (8)	28296 (9)	30045 (6)	31017 (7)
20014 (8)	22863 (9)	23960 (9)	24337 (9)	26200 (8)	28297 (9)	30046 (6)	31018 (7)
20015 (8)	22864 (9)	24091 (8)	24338 (9)	26771 (9)	28298 (9)	30048 (6)	31019 (7)
20016 (8)	22865 (9)	24092 (8)	24339 (9)	27473 (9)	28299 (9)	30049 (6)	31020 (7)
20017 (8)	22866 (9)	24093 (8)	24340 (9)	27480 (9)	28300 (9)	30050 (6)	31075 (8)
20018 (8)	22867 (9)	24094 (8)	24681 (7)	27706 (0)	28671 (8)	30360 (7)	31076 (8)
20019 (8)	22868 (9)	24095 (8)	24682 (7)	27707 (0)	28672 (8)	30521 (9)	31077 (8)
20020 (8)	22869 (9)	24096 (8)	24683 (7)	27708 (0)	28673 (8)	30522 (9)	31078 (8)
20236 (8)	22870 (9)	24097 (8)	24684 (7)	28125 (7)	28674 (8)	30523 (9)	31079 (8)
20237 (8)	23931 (8)	24098 (8)	24685 (7)	28126 (7)	28675 (8)	30524 (9)	31080 (8)
20238 (8)	23932 (8)	24099 (8)	24686 (7)	28127 (7)	28676 (8)	30525 (9)	31581 (9)
20239 (8)	23933 (8)	24100 (8)	24687 (7)	28128 (7)	28677 (8)	30526 (9)	31582 (9)
20240 (8)	23934 (8)	24251 (6)	24688 (7)	28129 (7)	28678 (8)	30527 (9)	31588 (9)
20954 (9)	23935 (8)	24252 (6)	24689 (7)	28130 (7)	28679 (8)	30528 (9)	31589 (9)
20955 (9)	23936 (8)	24253 (6)	24690 (7)	28131 (7)	28680 (8)	30529 (9)	31590 (9)
20956 (9)	23937 (8)	24254 (6)	25241 (9)	28132 (7)	29400 (6)	30530 (9)	
20957 (9)	23938 (8)	24255 (6)	25242 (9)	28133 (7)	29883 (8)	30681 (8)	
20958 (9)	23939 (8)	24256 (6)	25243 (9)	28134 (7)	29886 (8)	30682 (8)	

(6) remboursable le 1^{er} mai 1941 (8) remboursable le 1^{er} mai 1943

(7) remboursable le 1^{er} mai 1942 (9) remboursable le 1^{er} mai 1944

(0) = Opposition

Lit. D: Obligations à 5.000 fr.

152 (8)	521 (7)	933 (7)	1018 (8)	1247 (9)	1437 (9)	1664 (9)	2339 (9)
320 (8)	609 (8)	907 (9)	1030 (9)	1306 (8)	1546 (9)	1732 (9)	2438 (9)
494 (9)	667 (9)	929 (7)	1145 (9)	1322 (9)	1560 (8)	2142 (8)	
512 (9)	786 (8)	954 (8)	1155 (8)	1428 (8)	1605 (8)	2281 (9)	

Lit. E: Obligations à 10.000 fr.

9 (8)	2306 (8)	3091 (9)	3395 (8)	4162 (9)	5338 (8)	6795 (6)	10056 (8)
93 (6)	2430 (8)	3098 (8)	3507 (9)	4976 (9)	5397 (9)	6906 (7)	10062 (8)
149 (8)	2452 (9)	3099 (9)	3610 (9)	5035 (9)	5405 (9)	6932 (8)	10179 (9)
371 (7)	2639 (9)	3101 (8)	3959 (8)	5131 (9)	5409 (9)	8727 (8)	10274 (9)
2140 (9)	2742 (9)	3182 (9)	3986 (9)	5234 (8)	5519 (9)	8863 (9)	10346 (9)
2298 (7)	2979 (9)	3222 (9)	4023 (9)	5282 (9)	5672 (9)	10028 (9)	

(6) remboursable le 1^{er} mai 1941 (8) remboursable le 1^{er} mai 1943

(7) remboursable le 1^{er} mai 1942 (9) remboursable le 1^{er} mai 1944

Le remboursement se fera sans frais entre les mains du porteur à Luxembourg, à la Caisse Générale de l'Etat, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts des obligations sorties aux tirages du 1^{er} mai 1945 et du 1^{er} mai 1946, cesseront du courir à partir du 1^{er} mai 1946. — 10 avril 1946.

Circulaire du 11 avril 1946 aux administrations communales concernant l'introduction de deux après-midi libres et la fixation d'un horaire uniforme pour les écoles primaires.

Pour décharger l'école, une seconde après-midi libre est introduite, à titre d'essai, dans l'horaire des écoles primaires. Par mesure d'uniformité avec les établissements d'enseignement secondaire, cette demi-journée de congé supplémentaire sera le mardi après-midi.

L'introduction provisoire d'une seconde après-midi libre n'aura pas d'effets sur la durée des grandes vacances qui ne devra pas subir de prolongement du fait de cette mesure.

Le total des heures de classe pour le semestre d'été est fixé uniformément à 31 heures pour les écoles qui ont quatre heures d'enseignement religieux, à 30 heures hebdomadaires pour les écoles qui n'en ont que trois. Aucune dérogation à ce chiffre ne sera tolérée.

Pour mettre fin à l'arbitraire qui règne dans la fixation du temps de classe, il a été décidé que les heures de classe et les récréations sont fixées uniformément pour toutes les écoles primaires du pays d'après le tableau suivant :

A. Hiver (1^{er} novembre—1^{er} avril) :

Matin : 8,30—11,30 hrs ;

récréations de 9,25—9,30 hrs. et de 10,20—10,35 hrs.

les mardis et les jeudis de 8,30—12 hrs ; récréations de 9,25—9,30 hrs. et de 10,45—11 hrs.

Après-midi :

a) dans les écoles à horaire normal : 13,30—16,30 hrs ;

récréation de 15,15—15,30 hrs.

b) dans les écoles où l'enseignement religieux ne comporte que 3 leçons :

13,30—16,15 hrs ; récréation de 15—15,15 hrs.

B. Été (1^{er} avril—1^{er} novembre) :

Matin : 8—11,30 hrs; récréations de 8,55—9 hrs. et de 10,20—10,35 hrs.

Après-midi :

a) Ecoles à horaire normal: 14—16,30 hrs.

récréation de 15,15—15,30 hrs.

b) Ecole où l'enseignemet religieux ne comporte que 3 leçons; 14—16,15 hrs;

récréation de 15—15,15 hrs.

Des dérogations à ce tableau ne seront approuvées que dans des cas exceptionnels dûment justifiés.

Cette mesure étant destinée à introduire plus de régularité dans notre enseignement, j'invite les administrations communales à y attacher toute leur attention.

Luxembourg, le 11 avril 1946.

Le Ministre de l'Education Nationale,

N. Margue.

Avis. — Titres au porteur. — Par signification de l'huissier Pierre *Konz* en date du 2 avril 1946, il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts des titres suivants : dix obligations à 4% du Crédit Foncier de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, obligations foncières émission de 1936 portant les numéros suivants: Litt. C. N^{os} 7208, 7209, 7211, 7212, 7214, 7215, 7218, 7219, 7220, 7221.

L'opposant prétend qu'il a été dépossédé de ces titres par l'ennemi au cours de l'occupation.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 8 avril 1946.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier Jean *Herber* d'Esch-s.-Alzette en date du 20 mars 1946 qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts de : vingt-trois obligations communales du Crédit Foncier de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, émission 4% de 1935, savoir :

1° Litt. C. N^{os} 1133 à 1151 d'une valeur nominale de mille francs chacune ;

2° Litt. D. N^{os} 328 à 331 d'une valeur nominale de cinq mille francs chacune.

L'opposant prétend qu'il a été dépossédé de ces titres par l'ennemi au cours de l'occupation.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 4 avril 1946.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier Fél. *Jansen* à Luxembourg en date du 27 mars 1946 qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des dividendes de cinq parts sociales de la société anonyme des Aciéries Réunies de Burbach, Eich, Dudelange, savoir : N^{os} 74475 à 74479 sans désignation de valeur.

L'opposant prétend que les titres en question se sont perdus ou ont été volés.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 4 avril 1946.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier P. *Konz* à Luxembourg en date du 28 mars 1946 qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des dividendes de deux actions de la société anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Differdange, St. Ingbert, Rumelange, savoir : N^{os} 16380 et 77511 sans désignation de valeur.

L'opposant prétend que les titres en question ont été perdus.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 4 avril 1946.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier N. *Wennmacher* à Luxembourg en date du 29 mars 1946 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes de :

a) cinq actions de la société anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Differdange, St. Ingbert, Rumelange, savoir : N^{os} 19546 à 19548, 72479 et 73081 sans désignation de valeur ;

b) vingt obligations de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, émission 3,75% de 1934, savoir : Litt. C. N^{os} 11559 à 11578 d'une valeur nominale de mille francs chacune.

L'opposant prétend qu'il a été dépossédé de ces titres par l'ennemi au cours de l'occupation.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 4 avril 1946.
